

COMMUNIQUE

Rentrée 2008 : Moins d'école, moins de pouvoir d'achat, moins de République

Du temps de nos arrière grands-parents, certains gamins rêvaient de la semaine des quatre jeudis ... Nous n'en sommes plus loin avec la semaine des quatre jours d'école réservée par DARCOS aux élèves des classes primaires.

45 000 élèves des lycées professionnels vont entrer en seconde afin d'y préparer un baccalauréat professionnel en 3 ans concocté par DARCOS, le SNETAA, et le SGEN. Ce bac déqualifiant évacue le BEP et se met en place sans le moindre texte réglementaire pour l'encadrer : un bac à l'encan et hors la loi ! L'avenir de ces jeunes filles et de ces jeunes gens ne pèse pas lourd quand il s'agit de faire sauter une année scolaire...S'ils ne veulent pas de ce bac là, qu'ils aillent en apprentissage : le patronat en fera sans hésiter des OS corvéables à merci !

Les classes de la maternelle à la terminable sont de plus en plus surchargées car lorsqu'il manque 11000 profs à l'appel, inévitablement il faut bien mettre leurs élèves quelque part ..., à côté de ceux qui ont gardé leur maître et qui sont déjà à l'étroit entre les murs de leur salle de classe. Encore un moyen d'économiser sur le dos des générations montantes !

Grâce à ces réductions de postes et de durée des études, motivées par des exigences qui n'ont rien de pédagogique, l'argent qui rentrera servira à financer quelques cadeaux aux amis et, accessoirement, à payer une prime de rentrée aux collègues débutants ainsi qu'à rémunérer des heures supplémentaires en grand nombre et défiscalisées. Cela éclaire crûment la réalité des heures sup.: elles sont un instrument pour réduire l'emploi, le précariser le plus possible, toutes choses destinés à faire encore davantage pression sur les salaires. Tout cela ramène au pouvoir d'achat durablement mis en berne par une inflation commandée non par la puissance publique et par l'intérêt général, mais par la spéculation financière au profit d'actionnaires déjà richement dotés : rien que de l'injustice et de la misère pour le plus grand nombre et la super belle vie pour les *happy few* du cynisme social.

En instituant l'Ecole obligatoire, gratuite et laïque pour tous les enfants, filles et garçons, à partir de 6 ans, puis en améliorant et en élargissant l'accueil de sa jeunesse dans les établissements scolaires primaires et secondaires, la République entendait former les futurs citoyens à l'aimer et à la défendre. Par l'instruction, par l'éducation, par la culture commune qu'elle donnait à tous les enfants et adolescents dans ses écoles, collèges, lycées, la République émancipait ses futurs citoyens, en faisait des hommes et des femmes raisonnables, responsables autant de leur destinée personnelle que de la Cité.

A l'ère de la mondialisation, c'est-à-dire de la déification du capitalisme, qu'avons-nous besoin de la République ? Le primat de l'économie et de la finance dans les rapports sociaux impose une nouvelle idéologie politique. Les décideurs qui tiennent en main les marchés mondiaux des matières premières et des produits alimentaires et qui servent aux actionnaires de haut vol (le mot a plusieurs significations) des dividendes éhontés, ont décrété que la cité des hommes était désormais le Marché. Eux s'y connaissent, au moins ! Qu'on les laisse faire, et tout ira pour le mieux dans le pire des mondes possibles. Que les individus s'occupent des petites choses qui restent à leur portée : leur croyance, leur ethnie, leur tribu, leur groupuscule, leur club, leur secte, leur communauté qui n'a rien de commun avec le bien commun de la République, la chose publique, l'affaire de tous pourtant ! Pendant que les individus s'atomisent un peu plus dans la communautarisation de la société, qu'ils rivalisent, jusqu'au sang même, pour faire prévaloir sur les autres la petite molécule sociétale à laquelle ils sont agrégés, le Marché, celui de « *la concurrence libre et non faussée* » a de beaux jours devant lui.

Sinistre rentrée, aussi laide et décevante que l'été qu'elle clôt : nous sommes en train de devenir une plèbe miséreuse et privée un peu plus chaque jour de ses droits, à commencer de celui de s'instruire, de s'éduquer, de se structurer l'esprit en le rationalisant. Si la République ne se soucie plus de former en les émancipant ses futurs citoyens, c'est qu'elle n'est plus que résiduelle et que ceux qui en ont la charge la tuent tout en ne cessant de parler d'elle, sans doute pour que leur bavardage idéologique couvre les protestations des Républicains, si, toutefois, il en reste.

Capitalismus delendus est.

Paris, le 2 septembre 2008

Françoise Roche, secrétaire générale